

Contacts presse :

Christel Lerouge

Tél. : +33 1 47 54 50 76

E-mail : christel.lerouge@capgemini.com

Aurélie Jacquot

Tél. : + 33 1 47 54 50 71

E-mail : aurelie.jacquot@capgemini.com

10^{ème} édition de l'Observatoire Européen des marchés de l'Energie (OEME) de Capgemini

Selon cette nouvelle étude, la crise financière pourrait ralentir les investissements dans les infrastructures énergétiques, menaçant la sécurité d'approvisionnement énergétique lors du retour de la croissance

Paris, le 24 novembre 2008 – Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, publie aujourd'hui la dixième édition de son étude annuelle, l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie (OEME)¹. Alors que des investissements de l'ordre de 1 000 milliards d'euros sont nécessaires pour la construction de nouvelles centrales, de lignes électriques et de gazoducs, la crise financière pourrait mettre un frein au cycle d'investissement et impacter sévèrement les marchés européens de l'énergie. Le réveil pourrait être douloureux lorsque la croissance repartira.

Sécurité d'approvisionnement et changement climatique :

L'étude montre qu'en 2007 et début 2008, l'Europe n'a pas encore réussi à résoudre l'équation suivante : répondre à ses besoins énergétiques tout en réduisant ses émissions de CO₂. En 2007, la consommation d'électricité en Europe a en effet, continué de croître, bien qu'à un rythme inférieur à celui des années précédentes, et les émissions de CO₂ sont, quant à elles, restées stables alors qu'elles étaient supposées diminuer.

En dépit de conditions climatiques favorables, la sécurité d'approvisionnement électrique s'est détériorée, comme l'indique la diminution des marges réelles de capacité de production, de 7,6% en 2006 à 5,3% en 2007, au sein de l'UCTE². Capgemini insiste donc dans son étude sur la nécessité d'investissements très significatifs dans les infrastructures énergétiques, afin de garantir la sécurité d'approvisionnement. Capgemini estime que le

¹ L'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie est une publication annuelle de Capgemini qui a pour vocation de suivre les principaux indicateurs des marchés de l'électricité et du gaz, de surveiller l'équilibre entre l'offre et la demande et de mesurer les progrès dans l'établissement d'un marché ouvert et concurrentiel dans les 27 pays de l'Union européenne (+ la Norvège et la Suisse). Cette 10^e édition, bâtie en majorité à partir de données publiques combinée à l'expertise de Capgemini sur le secteur énergétique, fait référence aux données de l'année 2007 et de l'hiver 2007/2008

² La marge réelle, telle que définie par l'UCTE (Union de Coordination du Transport de l'Electricité), prend en compte les capacités de production non utilisables ou non disponibles

montant des investissements que les pays européens devraient réaliser dans les infrastructures gazières et électriques au cours des 25 prochaines années serait de l'ordre de 1 000 milliards d'euros.

Depuis le point bas de 2005, les *Utilities* ont repris leurs investissements mais ont fait des choix en termes de mix énergétique qui vont à l'encontre de la réduction des émissions de CO₂, puisque la majorité (58%) des centrales prévues en Europe sera alimentée en combustibles fossiles. En 2007, les investissements dans les énergies renouvelables ont toutefois cru à un rythme soutenu, avec l'éolien en tête (8,3 GW de nouvelle capacité installée en 2007 en Europe). Cependant, l'investissement dans ces formes d'énergie, qui ne sont pas programmables et pas toujours disponibles en périodes de pointes, explique en partie la dégradation de la sécurité d'approvisionnement.

Impact de la crise financière et économique sur le secteur des *Utilities* :

La crise économique devrait avoir pour conséquence en Europe de réduire la demande et, de ce fait, de diminuer les tensions sur la sécurité d'approvisionnement énergétique, ainsi que les émissions de CO₂. La baisse du prix du pétrole conjuguée à celle de la demande devrait se traduire par une décroissance des prix de l'électricité et du gaz.

Cependant, la crise du crédit va très probablement rendre plus difficile le financement des investissements dans les infrastructures énergétiques pour remplacer notamment les centrales en fin de vie, les lignes électriques et les gazoducs mais également pour améliorer la solidarité européenne, en cas de crise d'approvisionnement par exemple.

De plus, les gouvernements qui verront leurs recettes fiscales diminuer, devront donc limiter leurs dépenses, en réduisant par exemple leurs subventions aux énergies renouvelables. Ainsi, le gouvernement espagnol a-t-il déjà décidé de réduire ses mesures d'incitation en faveur du solaire. Les énergies renouvelables ayant besoin d'être subventionnées pour être financièrement compétitives, de telles décisions pourraient compromettre leur croissance, particulièrement celle de l'éolien et du solaire.

Les gouvernements pourraient imposer de nouvelles taxes, par exemple sur les « windfall profits » dont certaines *Utilities* ont bénéficié en répercutant le prix des certificats de CO₂ sur les prix de gros de l'électricité alors que la grande majorité de ces certificats leur ont été donnés gratuitement.

Enfin, de nombreux gouvernements, préoccupés par le pouvoir d'achat de leurs citoyens, pourront être tentés de prendre des mesures comme le plafonnement des prix de l'électricité tel que l'a annoncé le ministre de l'énergie belge en octobre 2008 ou imposer des mesures de protection des consommateurs les plus modestes tel que discuté au Royaume-Uni.

Consolidation des marchés :

Au cours du premier semestre 2008, les fusions Gaz de France/Suez et Enel/Endesa, longtemps attendues, se sont concrétisées. Elles ont conduit à des acquisitions par d'autres opérateurs des actifs cédés suite à ces opérations.

La crise devrait déclencher d'autres mouvements de consolidation, même si les grosses acquisitions en cash seront probablement plus difficiles à financer ; les consolidateurs seront les *Utilities* avec un bilan solide et des liquidités. Les jeunes sociétés avec des bilans fragiles, telles que les nouveaux entrants, pourraient être absorbées par de plus grosses, freinant ainsi le développement de la concurrence.

Les *Utilities* devront s'adapter à ce nouveau paysage en s'efforçant d'atteindre l'excellence opérationnelle. Elles devront donc rationaliser leurs processus internes, simplifier leur organisation et accroître leur réactivité, tout en comparant sans cesse leurs résultats avec ceux des meilleures d'entre elles.

Et après la crise ?

Si les investissements ne sont pas réalisés à temps, le réveil sera probablement douloureux pour les marchés européens de l'énergie lorsque la croissance repartira. La crise financière aura en effet freiné ou arrêté les investissements, engendrant un manque de capacité de production et d'infrastructures de transport. De plus, elle aura vraisemblablement retardé la mise en service d'éoliennes ou de centrales solaires et peut-être de centrales nucléaires. L'absence de cette production d'électricité sans CO₂ et le recours accru aux centrales à base de combustibles fossiles augmentera les émissions de gaz à effet de serre.

Pour Colette Lewiner, directeur de l'activité Energie, *Utilities* et Chimie de Capgemini au niveau mondial, qui a dirigé cette étude : « *Les problématiques de sécurité d'approvisionnement et de réduction des émissions de CO₂ seront exacerbées après la crise. Pour éviter une situation critique, les Utilities et les gouvernements devraient maintenir leurs plans d'investissement tout en privilégiant des moyens de production "sans émission de CO₂"* ».

- Pour plus de détails sur l'analyse de Capgemini, veuillez vous référer aux Annexes ci-après
- Une synthèse de l'étude peut être consultée à l'adresse suivante :

<http://www.fr.capgemini.com/secteurs/energie/>

A Propos de Capgemini

Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, aide ses clients à se transformer et à améliorer leurs performances en leur conseillant les technologies les plus adaptées. Capgemini s'engage ainsi à favoriser la liberté d'action de ses clients et à accroître leurs résultats, en s'appuyant sur une méthode de travail unique - la « Collaborative Business Experience » - et sur un modèle de production mondialisé baptisé Rightshore[®], qui vise à offrir les meilleures ressources au meilleur endroit et au meilleur prix. Présent dans 36 pays, Capgemini a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 8,7 milliards d'euros et emploie plus de 88 000 personnes dans le monde.

Plus d'informations sur : www.capgemini.com

ANNEXE : Autres enseignements de l'Observatoire Européen des marchés de l'Energie (OEME) de Capgemini

L'analyse des marchés européens sur l'année 2007 et le début de 2008 fait aussi ressortir les points suivants :

- La sécurité d'approvisionnement en gaz en Europe est toujours préoccupante

L'une des conclusions de l'Observatoire publié l'année dernière : « *L'Europe doit réduire sa dépendance vis-à-vis des approvisionnements en gaz russe* » se révèle encore juste, comme l'a illustré le récent conflit en Géorgie, compromettant la stabilité de la région du Caucase, une région clé pour les approvisionnements en gaz de l'Europe.

Pour mieux maîtriser la situation en matière d'approvisionnement en gaz, l'Europe devrait prendre les mesures suivantes :

- Accroître ses capacités de stockage : en 2007 la capacité de stockage de gaz en Europe s'est accrue d'environ 7% pour atteindre quasiment les 80 milliards de m³. Environ 60 milliards de m³ de capacité supplémentaire est prévue d'ici à 2015,
- Augmenter la fluidité des échanges au sein du marché européen afin de favoriser une plus grande mise en commun des ressources en cas de crise d'approvisionnement,
- Diversifier les sources d'approvisionnement en important davantage de gaz naturel liquéfié (GNL) qui ne représente actuellement que 7% de la consommation totale de gaz en Europe. On estime que le GNL pourrait représenter de 15 à 18% de ces approvisionnements d'ici à 2020.

- Des progrès ont été réalisés vers la constitution d'un marché commun de l'électricité en Europe

Les querelles politiques sur la séparation de propriété n'ont pas empêché les acteurs du marché énergétique (les Gestionnaires du Réseau de Transport, GRT, et les Bourses d'échange) de conclure des accords permettant au projet de marché commun d'avancer ; ce qui s'est traduit par une plus grande convergence des prix de gros de l'électricité entre les divers marchés européens. Parmi les faits marquants on peut noter que :

- Certaines grandes infrastructures sont entrées en service en 2007/2008,
- Quelques autres projets ont également été approuvés ou proposés en 2008,
- Trois des quatre opérateurs allemands (E.ON, RWE et Vattenfall) ont entamé récemment des négociations pour créer un réseau allemand unique de transport d'électricité qui serait séparé patrimonieusement des opérateurs historiques,
- Les plans d'investissement des GRT sont ambitieux : Selon une étude récente de l'UCTE (Union de Coordination du Transport de l'Electricité), ils prévoient d'investir quelque 17 milliards d'euros dans leurs réseaux nationaux et leurs diverses interconnexions au cours des 5 prochaines années.

- **Des initiatives autour de l'efficacité énergétique ont été prises en Europe**, avec des actions de plusieurs gouvernements, notamment en France (Grenelle de l'Environnement en octobre 2007) et au Royaume-Uni (paquet énergie d'1 milliard de £, annoncé en septembre 2008 et financé par les « Big 6 »). Certaines *Utilities* ont lancé des programmes de maîtrise de la demande afin d'inciter leurs clients à réduire leur consommation. Selon une étude sur ce thème³, ces programmes (rendus possibles grâce à des dispositifs innovants tels que les compteurs intelligents et les boîtiers de contrôle de la consommation) permettraient d'économiser des quantités appréciables d'énergie et de réduire significativement les émissions de CO₂ – de l'ordre de 25 à 50% des objectifs européens de lutte contre le changement climatique concernant la réduction de la consommation et des émissions de CO₂ à horizon 2020 (selon le scénario dynamique, 200 TWh d'économie d'énergie annuelle, soit la consommation des ménages allemands et espagnols réunis et une réduction annuelle des émissions de CO₂ de 100 Mt, soit 50% de l'objectif européen à horizon 2020 imputable au secteur des *Utilities*).

- **Les prix ont continué d'augmenter :**

Depuis l'hiver 2007/2008, les prix de détail de l'électricité ont explosé dans la plupart des pays d'Europe, avec des augmentations de 5 à 40% sur 12 mois. Par rapport aux niveaux de 2006, les prix de détail du gaz pour l'ensemble des segments de clientèle sont restés stables en 2007 mais ont augmenté de façon spectaculaire depuis début 2008 : un effet retard de la hausse du prix du pétrole.

La situation s'est détériorée pour les consommateurs : leurs dépenses énergétiques ont augmenté de façon significative, ils n'ont que peu bénéficié de la dérégulation des marchés et la sécurité d'approvisionnement s'est dégradée, avec des risques de coupures durant l'hiver.

³ La maîtrise de la demande énergétique pour l'électricité : une avancée capitale pour l'Europe, une étude de Capgemini, VaasaETT et Enerdata, publiée en Mai 2008